



UN PEU DE PAIN, BEAUCOUP DE JEUX : **BONNE ANNÉE 2024 !**

Par **Natacha Polony**

L'*action n'est pas une option.* » C'est curieux, ce besoin, chez les politiques, de faire des phrases. Enfin, des slogans. Des trucs creux qui sont censés rassurer les braves gens. D'autant qu'Emmanuel Macron ne s'en est peut-être pas aperçu, mais quand on dit de quelque chose qu'il « n'est pas une option », cela signifie généralement qu'on le refuse, pas qu'on n'y échappera pas... Cependant, cet aveu inconscient ne déparait pas au milieu de vœux insipides et convenus. L'année 2023 fut idyllique, l'année 2024 sera meilleure encore. Déjà, on aura les JO. Et ça devrait nous occuper à temps plein jusqu'au mois de septembre. Et jusque-là, il faudrait être sacrément mauvais coucheur pour venir rompre la ferveur nationale et ternir la « fierté française » avec des considérations inutiles sur le pouvoir d'achat, la décrépitude des services publics ou la crise du logement...

L'exercice des vœux présidentiels n'est certes jamais un moment de grande sincérité, mais on est frappé de voir à quel point la communication la plus grossière a définitivement remplacé toute forme d'analyse, de bilan et de perspective. Les Français ne sauront donc pas comment leur président lit la situation internationale au sortir d'une année qui a vu non seulement la paix mondiale ébranlée de toutes parts, mais la France chassée de ses bases en Afrique. Il avait pourtant à dire, notamment pour expliquer aux Français comment la désoccidentalisation du monde rend plus absurde encore le travail d'alignement de l'Europe sur la politique extérieure américaine dont Ursula von der Leyen est l'une des maîtres d'œuvre.

Sur le plan intérieur, l'année 2023 a commencé par une crise démocratique majeure et des semaines de manifestations contre une réforme refusée par 70 % des citoyens et imposée grâce au détournement des outils constitutionnels. Elle s'est poursuivie par des émeutes émaillées de pillages qui ont fait comprendre aux Français effarés que le délitement de leur communauté nationale était plus avancé qu'ils ne voulaient l'admettre. Elle s'est terminée par une crise politique qui a mis au jour les hypocrisies criminelles d'une classe politique et médiatique empressée à s'acheter une conscience sur le dos des plus fragiles. On aurait aimé que le président en tire quelques enseignements, qu'il fasse au moins semblant de comprendre l'inquiétude des Français face à l'anomie que manifestaient ces foules occupées à détruire et piller, leur colère face à l'impuissance politique qui mine la

démocratie et la vide de son sens, leur révolte face à l'absence totale de reconnaissance du mérite et de l'utilité sociale dans la distribution des places et des richesses. Mais rien. Il a préféré leur vendre la commémoration de la Libération et les jeux Olympiques. Sans oublier Notre-Dame...

Il a cependant ajouté à cela un élément dont on n'ose dire à quel point il semblait vulgaire dans un discours de vœux. L'air de rien, après ces quelques mots sur les célébrations qui n'arrivent qu'une fois par décennie et la construction d'une cathédrale, qui n'arrive qu'une fois par millénaire, Emmanuel Macron a glissé une considération alambiquée sur ces moments où une génération engage l'avenir de la suivante. Vous n'avez pas compris la subtile allusion ? 2024, année d'élections européennes, dont on va encore nous expliquer qu'elles seront l'occasion d'un référendum pour ou contre « l'Europe ». Quelle Europe ? Pour quel projet politique ? On s'en fiche ! C'est l'affrontement des ténèbres et de la lumière, point.

2024, ANNÉE D'ÉLECTIONS EUROPÉENNES, DONT ON VA ENCORE NOUS EXPLIQUER QU'ELLES SERONT L'OCCASION D'UN RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE "L'EUROPE".

Les dithyrambes prononcés à l'occasion de la mort de Jacques Delors laissent craindre qu'un véritable débat sur les modalités d'organisation de l'Union européenne ne soit toujours pas à l'ordre du jour. On se contentera d'avoir, d'un côté, les contempteurs de l'Union, qui s'imaginent que ça ira mieux quand leur bord politique sera au pouvoir dans plusieurs pays, et, de l'autre, les chantres d'une Union dont ils vantent les rares progrès vers un peu plus de politique industrielle ou de protection des citoyens, alors même qu'ils n'ont jamais milité pour ces progrès qui sont simplement un colmatage imposé par les fractures béantes qui peu à peu se font jour. Entre les deux, rien. Le gouvernement par la peur. Peur des autocrates et des dictateurs qui rêveraient de nous envahir, peur de se retrouver seuls si l'on fait entendre une voix dissonante, peur du chaos si l'on ébranle le système.

Nul ne sait ce que réserve 2024. Mais nous savons tous que le monde est de plus en plus dangereux, que nous payons des décennies d'abandon des forces productives qui garantissaient notre indépendance et que le système de protection conquis par les générations qui nous ont précédés ne suffit plus à compenser la dérégulation généralisée qui enrichit les plus favorisés dans des proportions faramineuses. Mais tant que les débats se limiteront à une caricature opposant le Bien et le Mal, le « progrès » et la « réaction », l'« ouverture » et la « fermeture », les citoyens n'auront aucune chance de reprendre le pouvoir qui leur a été confisqué et se verront privés du droit de décider quels capitaux, quels hommes et quelles marchandises entrent sur le territoire européen et pour quel projet de société. ■